

Patrimonialisations en terrains minés

Sauvegarde culturelle et conflits armés en Afrique

Journée d'étude organisée par Marta Amico (Musée du quai Branly-Centre Georges Simmel, Labex CAP), Julien Bondaz (HiCSA-IIAC, Labex CAP) et Nathan Réra (HiCSA-INHA, Labex CAP)

jeudi 23 octobre 2014, musée du quai Branly

L'image souvent donnée par les médias occidentaux de l'Afrique comme un continent violent, traversé de conflits armés et de guerres civiles qualifiées sans nuances d'« interethniques », mérite, encore et toujours, d'être interrogée et déconstruite. Avec la sensibilisation de l'opinion internationale aux crises politiques et humanitaires qui éclatent dans tel ou tel pays africain, on assiste en effet à une traduction des enjeux locaux des conflits en problèmes globaux, la question de la sauvegarde du patrimoine constituant alors (avec les risques de contagions guerrières ou terroristes) un point focal des présentations journalistiques, ce qui s'explique en partie par l'engouement occidental pour le patrimoine des autres. Le traitement médiatique de l'occupation récente du Nord Mali par des islamistes wahhabites a ainsi mis l'accent sur les destructions des mausolées de saints classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, presque davantage que sur d'autres exactions ou que sur les importants déplacements de population. Les islamistes trouvaient évidemment là un intérêt stratégique, la constitution d'« icônes globales de destruction » (Viejo-Rose 2011 : 55) pouvant s'inscrire dans un plan de communication, par une sorte de retournement du patrimoine mondial contre lui-même et par une redéfinition de l'UNESCO comme entreprise néocoloniale (Berliner 2012). Que dire, encore, de la démarche de certains chercheurs qui se sont intéressés aux effets de la « guerre civile » au Rwanda sur les gorilles du parc des Volcans (Plumptre *et alii.* 1997) ?

Le positionnement éthique et l'exercice réflexif sont sans aucun doute incontournables lorsque l'on s'intéresse aux conséquences des violences armées sur la sauvegarde du patrimoine matériel ou immatériel, culturel ou naturel des sociétés africaines, ou à la manière dont les conflits et les guerres font l'objet de commémorations ou de patrimonialisations après-coup, dans une optique de réconciliation nationale ou de réparation. Le Rwanda, théâtre d'un génocide contre la minorité tutsi en 1994, livre un autre exemple significatif : outre la préservation, à des fins testimoniales, des restes des cadavres dans les mémoriaux, le pays commémore ses victimes chaque mois d'avril, mais peine encore à écrire et à enseigner son histoire. Il serait alors nécessaire de réfléchir à la manière dont ces manifestations de la mémoire peuvent, à divers degrés, redoubler la violence physique par une violence symbolique (Vidal 2004, Kanimba Misago 2007, Dumas et Korman 2011). De la même manière, les chercheurs ont montré qu'il convient de ne pas idéaliser la capacité des traditions ou des biens culturels à garantir la paix ou à favoriser la résilience, en postulant leur pouvoir consensuel. Encore, il convient d'interroger le patrimoine authentifié par l'UNESCO, organisation dont on peut se souvenir qu'elle naît à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale et qu'elle met en place, dès 1954, une *Convention sur la protection culturelle en cas de conflit armé*.

La prise en charge du patrimoine national par des états sortant de plusieurs années de conflit conduit par ailleurs à des formes de réécriture de l'histoire, à des versions officielles susceptibles d'écarter ou de censurer la mémoire de certaines populations, comme le montre le cas de la Sierra Leone, bien étudié par Paul Basu (Basu 2007 et 2008). Pour ces raisons, et

une fois écarté le double écueil de l'occultation des victimes humaines (les dangers courus par le patrimoine étant sans commune mesure morale avec les violences faites aux populations) et de la vision enchantée des patrimonialisations consensuelles, il n'en demeure pas moins essentiel d'interroger en contexte les enjeux de la sauvegarde culturelle, y compris quand ce contexte est violent et tragique, quand ses acteurs courent des dangers physiques qui légitiment de parler de « terrains minés » (Albera 2001). Les formes d'iconoclasme, les pratiques de pillage ou de braconnage favorisées par les périodes de trouble politique et de conflits armés, sont également une partie du problème, comme plusieurs chercheurs l'ont déjà indiqué, par exemple au sujet du pillage du musée national du Liberia (Rowlands 2008) ou à propos des chantiers clandestins de fouilles archéologiques (Rowlands et Butler 2007). La question des biens culturels (mais aussi celle du patrimoine naturel) est éminemment politique et une partie de l'explication des conflits armés tient aux usages qui sont faits des référents culturels, ce qui peut rendre problématique la sélection patrimoniale. Les stratégies ou l'*agency* des acteurs dans la légitimation du recours à la violence, mais aussi dans la prise en charge des traumatismes en situation de post-conflit (Miller et Hill 2005), s'appuient à l'occasion sur des formes de patrimonialisations qui peuvent apparaître « dissonantes » (Tunbridge et Ashworth 1996).

L'objectif de cette journée d'études est de questionner à la fois les usages institutionnels et locaux du patrimoine et de la rhétorique de la sauvegarde culturelle en contexte de violence ou de post-conflit, qu'il s'agisse de guérilla, de rébellion, de guerre civile, voire de génocide, sans oublier les cas spécifiques de l'indépendance tardive de la Namibie et plus encore celui de l'apartheid en Afrique du Sud. Si les patrimonialisations peuvent avoir pour fonction de « sauver » des biens culturels « de la barbarie d'une guerre » (Fabre 2000 : 28), un tel sauvetage s'inscrit de manière problématique à la fois dans le contexte des crises politiques et humanitaires et dans les stratégies de communication ou de réécriture de l'histoire des vainqueurs comme des victimes, des partisans du recours à la violence comme des artisans de la paix. Cette journée d'études est ouverte aux chercheurs en histoire, en anthropologie, en sociologie, en géographie et en science politique.

Les propositions de communication (2000-2500 caractères) sont à envoyer pour le 31 mars 2014 à patrimoine.terrains.mines@gmail.com. La sélection des communications sera communiquée au plus tard le 1^{er} mai 2014.

Bibliographie

Albera, Dionigi, « Terrains minés », *Ethnologie française*, vol. 31, n° 1, 2001 : 5-13.

Ally, Shireen, « Peaceful Memories: Remembering and Forgetting Political Violence in Kangwane », South Africa, *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 81, No. 3, 2011: 351-372.

Basu, Paul, « Palimpsest memoryscapes: materializing and mediating war and peace in Sierra Leone », in Ferdinand De Jong and Michael Rowlands (eds.), *Reclaiming heritage : alternative imaginaries of memory in West Africa*, Left Coast Press, 2007 : 231-259.

Basu, Paul, « Confronting the past? Negotiating a heritage of conflict in Sierra Leone », *Journal of material culture*, vol. 13, n° 2, 2008 : 233-247.

Berliner, David, « Patrimoine mondial et crimes de guerre », 2012 [en ligne : <http://www.lalibre.be/debats/opinions/patrimoine-mondial-et-crimes-de-guerre-51b8ed6ae4b0de6db9c7249f>].

Dumas, Hélène, et Rémi Korman, « Espaces de la mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda. Mémoires et lieux de mémoire », in *Afrique contemporaine*, n° 238, 2011/2 : 11-27.

Fabre, Daniel, et Anna Iuso, *Les monuments sont habités*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2010.

Miller, Kim, et Shannen Hill, « FirstWord », *African Arts*, vol. 38, n° 3, Trauma and Representation in Africa, 2005 : 1 et 4.

Misago, Célestin Kanimba, « Les instruments de la mémoire. Génocide et traumatisme au Rwanda », *Gradhiva*, n° 5, 2007.

Plumptre, A. J., J. Bizumuremyi, F. Uwimana et J. Ndaruhebeye, « The effects of the Rwandan Civil War on poaching of ungulates in the Parc National des Volcans », *Oryx*, n° 31, 1997 : 265-273.

Rowlands, Mike, et Beverley Butler, « Conflict and Heritage Care », *Anthropology Today*, vol. 23, n° 1, 2007 : 1-2.

Rowlands, Michael, « Civilization, violence and heritage healing in Liberia », *Journal of Material Culture*, vol. 13, n° 2, 2008 : 135-152.

Tunbridge, John E., et Gregory John Ashworth, *Dissonant heritage: the management of the past as a resource in conflict*, John Wiley & Sons, 1996.

Vidal, Claudine, « La commémoration du génocide au Rwanda. Violence symbolique, mémorisation forcée et histoire officielle », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 44, n° 175, 2004 : 575-592.

Viejo-Rose, Dacia, "Destruction and reconstruction of heritage: impacts on memory and identity." *Culture and globalization series 4: heritage, memory and identity*, 2011: 53-69.